

Qu'est-ce qui est marchand et qu'est-ce qui ne devrait pas l'être ?

Respectable Loge, Charles de Montesquieu, Orient de Paris, Région 11

Crise du COVID 19 : le constat

La crise sanitaire actuelle a révélé certains dysfonctionnements de nos sociétés, quasiment toutes régies par le système d'économie de marché, triomphant et incontesté. Car, comme chacun le constate dans nombre de pays les plus puissants et les plus riches, nous sommes entrés dans un mercantilisme forcené, une marchandisation qui repose sur le principe d'extension infinie des marchés. Mais cette situation n'a pas permis de réagir efficacement face à la pandémie, n'a pas permis d'éviter les morts et peut à l'inverse, en être considérée comme partiellement responsable. Il conviendrait donc de réfléchir de façon globale aux difficultés rencontrées dans nos sociétés où tant d'échanges sont marchands. Et dans nos vies où un si grand (trop grand ?) nombre de choses se « marchandisent », que faudrait-il précisément retirer du secteur marchand pour bâtir une société plus soucieuse des personnes, de leur santé, de leur bien-être ?

Les concepts fondamentaux de l'économie de marché sont le capital, le travail, l'échange de biens et de services, et la monnaie, outil permettant la quantification des trois premiers concepts et la fluidité des échanges.

S'agissant de l'échange de biens et services, on distingue les **biens et services marchands** et les biens et services non marchands. Sont marchands ceux qui s'évaluent facilement en termes monétaires (leur prix s'établissant à l'équilibre entre offre et demande), et qui s'échangent donc facilement. Mais les biens et services non marchands ne sont pas pris en compte : Ils sont pourtant indispensables au fonctionnement d'une société : on peut évoquer l'activité des femmes au foyer, le travail des associations bénévoles, les actions de conservation du patrimoine et de l'environnement mais aussi les activités régaliennes de l'Etat : sécurité intérieure et extérieure, justice, présence diplomatique, éducation, santé publique...

Ne pas prendre en compte ces biens et services non marchands dans la production « officielle » donne une vision distordue de la réalité, comme c'est le cas aujourd'hui. En effet l'économie de marché capitaliste valorise une activité d'autant mieux qu'elle est marchande, facilement quantifiable et monnayable, et susceptible de générer un fort profit.

Les politiques de droite, privilégient une vision de l'économie de marché dérégulée et mondialisée, allant de pair avec un désengagement de l'Etat et des finances publiques. Cela les conduit :

- à la signature d'accords de libre-échange avec le maximum de pays, même si le niveau de compétitivité est très différent du fait des écarts de protection sociale, de droit du travail et de l'environnement, et de normes sanitaires ;
- à la réduction drastique du rôle de l'Etat, donc de la fiscalité et du budget commun ;
- et donc au transfert vers le privé d'activités de service public même régaliennes ; santé, éducation, voire prisons, et activités militaires (ex. consultants privés aux USA, intervenant quasiment en qualité de mercenaires sur plusieurs théâtres d'opérations).

Mais la crise nous a montré, en cumul, tous les effets pervers de la mondialisation, et de la déconsidération des professions non marchandes telles que les personnels hospitaliers.

Devons-nous attendre des politiques de gauche rééquilibrant les utilités sociales, dans le respect des libertés individuelles, de l'indépendance nationale, et des équilibres budgétaires de long terme ? Ne devons-nous pas dès maintenant penser une « troisième voie » quitte à nous écarter un peu des dogmes de l'économie de marché ?

Nos réflexions

Notre société mondialisée nous procure un cadre de vie non satisfaisant aux plans éthique, social et même économique : Même si les franges privilégiées de la population mondiale peuvent avoir l'impression de vivre dans un confort agréable, ce système n'est en effet ni efficace, ni efficient au vu

des ressources consommées en quantités considérables au détriment des équilibres écologiques, pour un résultat contestable car ne permettant pas de répondre aux besoins de gestion d'une simple pandémie.

Le système capitaliste libéral, qui a su survivre à de nombreuses crises en se réformant successivement, semble bien à la lumière de la crise sanitaire récente et de la prise de conscience de l'état catastrophique de la planète, en partie dû à la surpopulation humaine, arriver à un point d'essoufflement tel que de futures catastrophes, que nous n'arriverons plus à enrayer, sont à prévoir dans un proche avenir si nous ne trouvons pas rapidement de solutions durables.

En l'absence de solutions adoptées consensuellement, consciemment ou non, par l'ensemble de la population humaine, les grands mécanismes de régulation planétaires joueront à nouveau comme ils l'ont toujours fait : ce sont les famines, les pandémies et les guerres. La planète elle-même, que notre espèce a beaucoup endommagée, pourra sans doute survivre et se régénérer à long terme, mais sans l'espèce humaine dont elle se sera débarrassée.

L'enjeu de cette réflexion est donc très clair : c'est celui de la survie de notre espèce. Et toute solution passe par la résolution du dilemme « marchand / non marchand » au cœur de nos activités.

Propositions pour l'avenir

Comment donc séparer plus nettement les sphères marchandes et non marchandes, et rééquilibrer l'ensemble du système mondial ?

Nos efforts devront porter sur deux axes en parallèle:

- A cadre constant (le système mondialisé tel qu'il existe) :
 - o Rétablir, ou plutôt établir, au sein de l'OMC, des conditions de concurrence non faussées par les disparités en matière de droit social, fiscal, et environnemental ;
 - o Modifier d'urgence les règles européennes afin d'atteindre en Europe ces objectifs au plus tôt et donner l'exemple au reste du monde.

- En réformant le cadre :
 - o Ne pas laisser au capitalisme le temps de se réformer tout seul sous l'effet d'une révolution, d'une guerre mondiale ou d'une catastrophe sanitaire ou environnementale car il se pourrait bien que ce soit la dernière ;
 - o Imposer au plus vite, par consensus entre les nations, sous la pression des populations, une réforme du système en vue d'une organisation sociale plus juste, à l'échelle de chaque pays et de la planète, par une meilleure répartition des ressources, un meilleur contrôle des naissances, une meilleure distinction entre les sphères marchandes et non marchandes, avec une revalorisation de ces dernières pas forcément exclusivement en termes monétaires, enfin une meilleure prise en compte de l'intérêt général dans le cadre d'Etats démocratiques et pacifiques.

Ceci semblera évidemment utopique, mais la mission de la franc-maçonnerie n'est-elle pas de transformer les utopies en réalités futures ?